



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

viticulteurs

Question écrite n° 75294

Texte de la question

M. Bernard Perrut appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur les mesures pouvant être prises pour alléger les charges sociales des viticulteurs en cette période où la viticulture connaît des difficultés financières assez graves, en particulier, la loi de finances pour 2005 a supprimé la clause qui permettait à la MSA de prendre en charge tout ou partie des cotisations sociales des viticulteurs momentanément dans l'impossibilité de les acquitter en raison de circonstances particulières. Cette possibilité n'existant plus, il lui demande si un dispositif exceptionnel peut être mis en place pour aider à sauver les exploitations en danger.

Texte de la réponse

Le ministère de l'agriculture et de la pêche suit avec la plus grande attention l'évolution de la situation économique de la viticulture française. Les professionnels de la filière viticole ont été reçus le 20 juillet dernier afin de faire le point sur les mesures prises, pour la campagne 2004-2005, sur la distillation de crise ainsi que sur l'organisation nouvelle de l'offre française. Le 22 septembre, les mesures de la campagne 2005-2006 ont été arrêtées en accord avec les professionnels. En matière d'allègement de charges sociales, d'importants assouplissements et mesures d'exonération, s'inspirant des conclusions du rapport remis par M. Jacques Le Guen, député du Finistère, relatif aux facteurs de distorsion de concurrence européens et notamment le coût de la main-d'oeuvre, sont prévus dans le projet de loi d'orientation agricole en faveur de l'emploi permanent et saisonnier. Parmi les mesures adoptées en première lecture par l'Assemblée nationale et par le Sénat figurent notamment : un contrat emploi-formation comportant des périodes travaillées en fonction des saisons et des périodes non travaillées dédiées à la formation, la possibilité d'employer pendant au moins un mois par an des jeunes de moins de vingt-six ans dont la rémunération est exonérée de cotisations salariales, l'allongement de 100 à 119 jours de l'exonération pour l'emploi de travailleurs occasionnels avec, au-delà des 119 jours d'allègement, la possibilité pour l'employeur d'opter pour la réduction dégressive de charges de la loi Fillon sur l'ensemble de la période de travail et, enfin, une aide à la transformation des contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée afin de stabiliser l'emploi. S'agissant de la prise en charge partielle des cotisations sociales personnelles des agriculteurs en difficulté, le ministère de l'agriculture et de la pêche conscient du fait que ces prises en charge constituent un important dispositif social d'aide au maintien des exploitations et des entreprises agricoles, a décidé de reconduire celui-ci pour 2005. Les enveloppes de crédits destinées à aider les agriculteurs à acquitter leurs cotisations sociales ont récemment été notifiées à chaque préfet de département.

Données clés

Auteur : [M. Bernard Perrut](#)

Circonscription : Rhône (9^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 75294

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : agriculture et pêche
Ministère attributaire : agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 octobre 2005, page 9333

Réponse publiée le : 20 décembre 2005, page 11757